

# REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN

## MAITRISE D'OUVRAGE :

### MAIRIE DE KERLOUAN

Rue de la Côte des Légendes

29 890 KERLOUAN

Tél: 02.98.83.93.13

## MAITRISE D'OEUVRE :



### A3 PAYSAGE, paysagiste dplg

72, rue Amiral Troude  
29200 BREST

Tél : 02.98.33.25.25

Fax : 02.98.80.11.76

Courriel : s.cariou@a3-paysage.fr



### B3i , BET VRD

105, rue de Siam  
29200 BREST

Tél : 02.98.44.12.08

Fax : 02.98.80.27.89

Courriel : b3i.brest@b3i.fr

# C.C.A.P. CAHIERS DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 2
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

## Table des matières

Article 1er - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES .....	4
1.1 Objet du marché .....	4
1.2 Tranches et lots .....	4
1.3 Maîtrise d'œuvre .....	4
1.4. Dispositions générales .....	4
Article 2 – A -PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	7
B -PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA CONCLUSION DU MARCHÉ .....	7
Article 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES .....	8
3.1 Répartition des paiements .....	8
3.2 Tranche conditionnelle .....	8
3.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes Travaux en régie .....	8
3.4 Variation dans les prix .....	9
3.5 Paiement des sous-traitants .....	10
Article 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES .....	12
4.1 Délai d'exécution des travaux .....	12
4.2 Prolongation du délai d'exécution .....	12
4.3 Pénalités pour retard - Primes d'avance .....	13
4.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	14
4.5 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.....	14
4.6 Sanctions pour manquement vis-à-vis d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs.....	15
Article 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....	15
5.1 Retenue de garantie .....	15
5.2 Avance forfaitaire.....	15
5.3 Avance facultative .....	16
Article 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	16
6.1 Provenance des matériaux et produits.....	16
6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	16
6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits ...	16
6.4 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage .....	17
Article 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES .....	17
7.1 Piquetage général .....	17
7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	17
Article 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX .....	17

Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 3
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	17
8.2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail.....	18
8.3 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail .....	18
8.4 Organisation, sécurité et hygiène des chantiers .....	18
Article 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	18
9.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux .....	18
9.2 Périodicité des réunions de chantier .....	19
9.3 Réception .....	19
9.4 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	19
9.5 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	19
9.6 Documents fournis après exécution.....	19
9.7 Délai de garantie de parfait achèvement .....	19
9.8 Garanties particulières Obligations complémentaires de l'entrepreneur au titre de sa garantie contractuelle :.....	19
9-9 Mesures coercitives.....	20
Article 10 / Article 11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	20

Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 4
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

## **Article 1er - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 Objet du marché**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent :

#### **LA REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN : Aménagements Paysagers et Réseaux fluides**

Comprenant, la création d'une voie d'accès en cloutage du terrain naturel, travaux de réseaux fluides et la fourniture et plantations d'arbustes...

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

### **1.2 Tranches et lots**

☞ 1 lot Unique:

#### **AMENAGEMENTS PAYSAGERS ET RESEAUX FLUIDES**

Les travaux seront réalisés en 1 tranche ferme.

### **1.3 Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par A3 PAYSAGE, paysagiste dplg et le BET VRD B3i qui assureront les missions suivantes : ESQ – AVP – ACT – DCE – AMO – DET - AOR.

### **1.4. Dispositions générales**

#### **1.4.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application de l'article R 324-4 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, le maître de l'ouvrage, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article 324-4 du code du travail.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

**En application de l'article R.341-30 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.**

Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 5
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal et courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, est fixée à l'article 8.3 du présent document..

#### 1.4.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En application de l'article R 324-7 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, le maître de l'ouvrage, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article 324-7 du code du travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 114 du Code des Marchés Publics (CMP), une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du .....  
Ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3.5 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

#### 1.4.3. Assurances

##### A. Responsabilité

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792-2 du Code Civil.

##### B. Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux

Les titulaires et, leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 6
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

Conformément à l'article 9 du CCAG, leurs polices doivent apporter les minimums de garantie définis ci-après :

- Pendant les travaux :
  - dommages corporels : 4 500 000,00 € par sinistre ;
  - dommages matériels et immatériels : 750 000,00 € par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000,00 € ;
- Après les travaux :
  - tous dommages confondus par sinistre et par année : 1 500 000,00 € dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000,00 €.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

Il est dérogé à l'article 9 du CCAG par les dispositions suivantes :

« Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur (ainsi que les cotraitants) doi(ven)t justifier qu'il(s) est (sont) titulaire(s) :

d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux

d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil,

au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

L'entrepreneur n'est pas tenu de fournir les attestations d'assurance relatives aux risques évoqués ci-dessus si ces documents ont été transmis au maître de l'ouvrage parmi les pièces relatives à sa candidature, lors de la consultation liée au présent marché

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande».

#### 1.4.4. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

#### 1.4.5. Clauses sociales et environnementales

Sans objet.

#### 1.4.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 18.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement à l'entrepreneur par son ou ses assureurs.

Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 7
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

## **Article 2 –PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

### ***A -PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE***

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :(par dérogation au 4.1 CCAG)

a) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement
- Le présent CCAP
- Le règlement de consultation RC
- Le CCTP
- le DQE
- le plan topographique
- le plan général d'aménagement
- le carnet de détails aménagements et plantations

b) Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3.4.2 du présent CCAP.

Cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux ; (annexe I : génie civil et annexe II : bâtiment)

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par l'arrêté interministériel du 8 septembre 2009 et l'ensemble des textes qui lui sont supérieurs dans la hiérarchie des normes en droit public

Recommandations du comité technique national des industries du bâtiment et travaux publics de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (C.N.A.M.) ».

Normes françaises homologuées ou normes équivalentes citées dans le CCTP

Les normes homologuées EN, A.F.N.O.R. et N.F. référencées dans le CCTP sont applicables sous réserve des dispositions édictées par l'article 6-1 du présent CCAP. En outre, le Titulaire devra se tenir informé de l'évolution de la législation, de la réglementation et de l'homologation des normes. En cas d'évolution pendant le déroulement des prestations, des normes ou règlements auxquels le présent CCAP ou tout autre document constituant le marché se réfèrent, le Titulaire doit en informer aussitôt par écrit l'Entité Adjudicatrice pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution. Cette information doit être accompagnée d'une analyse au moins sommaire des incidences de ces évolutions sur le projet. La décision de l'Entité Adjudicatrice lui sera notifiée par écrit dans un délai d'un mois. A défaut cette évolution ne sera pas prise en compte.

### ***B -PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA CONCLUSION DU MARCHE***

Il est ajouté à la liste des pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché prévue par l'article 4.2 du CCAG les pièces suivantes :

- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux.

Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 8
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

## **Article 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3.1 Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants en cas de paiement direct.

En cas de groupement conjoint d'entreprise, l'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à chaque sous-traitant.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique le compte bancaire commun de tous les cotraitants, ouvert spécifiquement pour ce groupement momentané d'entreprises, sachant que tous les règlements seront réalisés sur ce compte commun ou indique ce qui doit être réglé respectivement à chaque cotraitant.

### **3.2 Tranche conditionnelle**

3.2.1 Délais limites de notification  
Sans objet

3.2.2 Indemnité de dédit  
Sans objet

3.2.3 Indemnité d'attente  
Sans objet

### **3.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes Travaux en régie**

3.3.1 Les prix du marché sont hors T.V.A.

#### **Prix par application des prix unitaires**

3.3.2 Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés au mètre par application du Détail estimatif.

3.3.3 Les projets de décompte, seront établis en 3 exemplaires conformément au modèle qui sera transmis à l'entrepreneur lors de la notification du marché et libellés à l'ordre de

#### **☛ Madame le Maire de Kerlouan**

Seront présentés au maître d'œuvre après que l'état d'avancement des travaux aura été constaté contradictoirement par l'entrepreneur et le maître d'œuvre.

3.3.4 Le règlement des comptes se fera par acomptes mensuels et solde.

Le mode de règlement retenu est le virement avec paiement à 30 jours francs à compter de la réception du projet de décompte adressé par courrier au maître d'œuvre.

Conformément au Décret 2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai de paiement dans les marchés publics, s'agissant des intérêts moratoires :



Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 9
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

« Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points »

### 3.3.5 Sans objet

### 3.3.6. Les prix du marché sont hors TVA et tiennent compte des dépenses liées :

- aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé
- aux dépenses communes de chantier visées à l'article 10 du CCAG
- les prix sont établis en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite à la station météorologique le plus proche
VENT	90 km/h pendant une période de 2 h00
PLUIE	20 mm / 24 h ou 5 mm de neige
TEMPÉRATURE	2° C à 7 h00 du matin

En cas de dépassement des intensités limites, l'entreprise demandera par écrit l'autorisation de continuer les travaux auprès du maître d'œuvre.

Il ne sera versé aucun acompte pour approvisionnement.

## **3.4 Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### 3.4.1 Les prix sont fermes révisables suivant les modalités fixées aux 3.4.3 et 3.4.4.

### 3.4.2 Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé pour la remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro", soit :

**M O = JUILLET 2014**

### 3.4.3 Choix de l'index de référence :

L'index de référence I (ou les index de référence) choisi(s) en raison de sa structure pour l'actualisation ou la révision des prix des travaux est l'index national :

EV03

### 3.4.4 Modalités de révision de prix :

La révision sera effectuée conformément au Décret n° 2001-738 du 23 août 2001 pris en application de l'article 18 du Code des Marchés Publics et relatif aux règles selon lesquelles les marchés publics peuvent tenir compte des variations des conditions économiques, par fractions

Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 10
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

successives liées au versement d'acomptes et au paiement pour solde, par application de la formule suivante :

$$C_n = \frac{I_n}{I_0}$$

Dans laquelle **io** et **in** sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois n d'exécution par l'index de référence I du marché.

Le coefficient « Cn » sera arrondi au millième supérieur.

Dans le cas où, du fait du Titulaire, les travaux ne seraient pas terminés à l'expiration du délai contractuel imposé, la valeur du coefficient « Cn » sera bloquée au niveau atteint à l'expiration de ce délai.

La révision ou l'actualisation ne s'applique pas aux pénalités, retenues, primes afférentes au mois considéré

#### 3.4.5 Actualisation ou révision provisoire :

Lorsqu'une révision ou une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune actualisation ou révision avant l'actualisation ou révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

#### 3.4.6 Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Le montant des sommes à régler sera soumis au taux de T.V.A. applicable à la date du fait générateur, c'est-à-dire à la date d'exécution des prestations, quelle que soit la date à laquelle intervient le paiement correspondant.

#### 3.4.7 Dernier index de révision :

Le dernier index utilisé sera celui correspondant au mois fixé contractuellement pour l'achèvement des prestations ou au mois effectif de l'achèvement des prestations ci celui-ci est antérieur.

### **3.5 Paiement des sous-traitants**

Tous les éléments ou dispositions qui seront relatifs à la sous-traitance dans le présent marché se feront en application des articles 112 à 117 du Code des Marchés Publics.

#### 3.5.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire d'un marché public de travaux ou d'un marché public de services peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante **l'acceptation de chaque sous-traitant** et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au Pouvoir Adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une **déclaration** mentionnant :

- a) la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;

Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 11
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

f) une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire doit en outre établir lors de la demande d'acceptation qu'une cession ou un nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116 du Code des Marchés Publics, en produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Si, postérieurement à la notification du marché, le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché, il doit obtenir la modification de l'exemplaire unique prévu à l'article 106 du Code des Marchés Publics.

Si cet exemplaire a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire doit justifier, soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché.

Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige également la modification de l'exemplaire unique ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires.

Le silence de la personne responsable du marché gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par le marché ou par un **acte spécial** signé des deux parties.

Y sont précisés :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- les modalités de règlement de ces sommes.

### 3.5.2 Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le Pouvoir Adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus au marché.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-

Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 12
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

L'avance prévue à l'article 87 du Code des Marchés Publics est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

La limite fixée au premier alinéa de l'article 87 du Code des Marchés Publics est appréciée par référence au montant prévisionnel des sommes à payer, tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial mentionné au 2 de l'article 114 du Code des Marchés Publics.

L'avance est fixée à 5 % de ce montant dans la limite des prestations à exécuter par le sous-traitant au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution.

Dans le cas où le titulaire sous-traite une part du marché postérieurement à la conclusion de celui-ci, le paiement de l'avance, au sous-traitant est subordonné au remboursement, s'il y a lieu, de la partie de l'avance versée au titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Conformément à l'article 116 du Code des Marchés Publics, le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Maître d'ouvrage au titulaire du marché. Cette demande de paiement, revêtue de l'acceptation du titulaire du marché, est transmise par ce dernier au maître d'ouvrage.

## **Article 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES**

### **4.1 Délai d'exécution des travaux**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

Pour rappel, le délai d'exécution prévisionnel maximal global du marché est de **2 MOIS**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG la période de préparation est fixée à 10 jours et est comprise au délai d'exécution.

Le calendrier détaillé d'exécution des travaux sera élaboré par le responsable de la Maîtrise d'œuvre en fonction des délais mentionnés à l'article 3.3 de l'acte d'engagement par les entrepreneurs titulaires des différents lots.

Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux comprend la période de préparation définie à l'article 8-1 du présent CCAP, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des entrepreneurs. Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans le délai global d'exécution d'ensemble fixé dans l'acte d'engagement.

Les origines et les dates de fin de ces délais d'exécution sont fixées par le calendrier détaillé d'exécution.

### **4.2 Prolongation du délai d'exécution**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G, les phases d'exécution des travaux dans le calendrier détaillé d'exécution des travaux tous corps d'état seront modifiées par une prolongation d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après :

Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 13
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

Nature du phénomène	Intensité limite à la station météorologique le plus proche
VENT	90 km/h pendant une période de 2 h00
PLUIE	20 mm / 24 h ou 5 mm de neige
TEMPÉRATURE	2° C à 7 h00 du matin

Il sera alors établi un nouveau calendrier d'exécution des travaux par le coordonnateur de chantier actant des modifications décrites ci-dessus effectuées dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement qui sera notifié par ordre de service aux entrepreneurs.

Si ces modifications portent atteinte au délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage décidera d'une prolongation de ce délai, qu'il notifiera par ordre de service, par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG.

#### **4.3 Pénalités pour retard - Primes d'avance**

Par dérogation au 20 du C.C.A.G la pénalité journalière est fixée à **1/1000 (un millième)** du montant HT prévisionnel des travaux du lot concerné augmenté des avenants.

Et complété comme suit :

Pour la fourniture des documents d'étude, plans d'exécution, le CCAG est complété avec une pénalité de **300 euros HT** par jour de retard dans la remise de ces documents.

Pour le repliement des installations de chantier, le dégagement et la remise en état des lieux, le CCAG est complété avec une pénalité de **400 euros HT** par jour de retard à compter du jour de la réception.

#### **Pénalités pour atteinte à l'environnement ;**

En cas de non respect des prescriptions notifiées par le Maître d'œuvre au Titulaire, celui-ci encourt une pénalité fixée à **500 Euros HT** par jour calendaire sans mise en demeure préalable à partir du premier jour de la notification de l'infraction constatée au titre du présent chapitre.

Cette pénalité s'applique également :

- En cas de dégradations non suivies de réparations immédiates ou de dépassement des délais d'intervention notifiés par le Maître d'œuvre pour la remise en état de terrains salis ou dégradés par les chantiers,

#### **Pénalités pour retard aux rendez-vous de chantier ou en cas d'absence**

Le Titulaire, ainsi que tous cotraitants ou sous-traitants, convoqués à une réunion sont tenus d'y participer. Sauf en cas de force majeure dûment reconnue par le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS, toute absence sera sanctionnée par le versement d'une pénalité de **300 (trois cents) Euros HT** retenue sur l'acompte mensuel de l'entreprise concernée. Tout retard de plus d'une demi-heure non justifié sera considéré comme une absence.

#### **Documents relatifs à la Sécurité et à la Santé**

En cas de non respect des délais fixés pour l'établissement du PPSPS, le Titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **150 (cent cinquante) Euros HT** sans mise en demeure préalable.

Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 14
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

### Manquements à la sécurité des chantiers - Absences de protections provisoires de chantier – clôtures barrières

Le non respect par le Titulaire des exigences de protection sécurité des chantiers, en l'absence constatée par le Maître d'œuvre, par le SPS ou par toutes autres personnes habilitées, le Titulaire encourt une pénalité de **150 (cent cinquante) Euros HT** par infraction constatée et par jour constaté.

### Injonctions du maître d'Ouvrage

Le non respect par le Titulaire des injonctions écrites de l'Entité Adjudicatrice est sanctionné par une pénalité de **300 (Trois cents) Euros HT** par injonction écrite restée sans effet.

### Pénalités liées aux arbres existants

Le Titulaire prendra toutes les dispositions pour ne pas dégrader les arbres à conserver. En cas de dégradation, il sera appliqué à l'entreprise une pénalité de **1 500 (mille cinq cents) Euros HT** par dégradation constatée. Seront considérés comme dégradation :

- Atteinte aux charpentières,
- Atteinte au volume racinaire en deçà des caissons de protection,
- Stockage de matériaux à proximité directe des arbres.

Si une des dégradations précédentes a pour conséquence la mort de l'arbre concerné, le Titulaire subira en plus les frais de remplacement de l'arbre à l'identique (frais plafonnés à **3 000 (trois milles) Euros HT**).

### Pénalité pour élément de protection du chantier détérioré

Si un élément de clôture, de barrière, de signalisation ou de déviation liée au chantier, est détérioré et n'assure plus de ce fait sa fonction, le Maître d'œuvre notifiera au Titulaire une injonction pour sa réparation ou son remplacement, en fixant un délai fonction du danger. Le non respect du délai donnera lieu à une pénalité de **300 (trois cents) Euros HT** par jour à partir du premier jour de retard.

Pour l'application des diverses pénalités, il sera fait usage des articles 20 du CCAG travaux

## **4.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur, après mise en demeure, sans préjudice d'une pénalité par jour de retard (article 4.3 ci-dessus).

## **4.5 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution**

☞ Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G., les plans et documents conformes à l'exécution (récolements DOE, DIUO) sont à remettre lors de la réception comme les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages.

En cas de retard dans la remise de l'ensemble des documents visés ci-dessus, une retenue égale à 5000 € sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G. sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 15
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

#### **4.6 Sanctions pour manquement vis-à-vis d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs**

En cas de manquement de la part de l'entreprise ou d'un sous traitant d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, le maître d'ouvrage se réserve le droit de saisir sans délai et sans mise en demeure les organismes ou administrations de contrôle, sans préjudice de l'application des dispositions prévues à l'article 31.4.4 du CCAG

### **Article 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

#### **5.1 Retenue de garantie**

Sous réserve d'un délai de garantie fixé à l'article 9.7 du présent C.C.A.P, en garantie de la bonne exécution des prestations, une retenue de garantie de 5 % sera effectuée sur chaque acompte et solde.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande établie selon le modèle fixé par l'arrêté du 3 janvier 2005 modifié du ministre chargé de l'économie et des finances.

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou des finances ou le comité visé à l'article L.612.1 du code monétaire et financier et agréé par l'autorité publique contractante.

Cette garantie est constituée pour la totalité du marché ; mais, elle peut être présentée pendant toute la durée du marché. En cas d'avenant ou de poursuite d'exécution du marché (article 15 du CCAG), elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Conformément à l'article 102 du Code des marchés publics, il ne peut y avoir de remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire.

#### **5.2 Avance forfaitaire**

**L'avance est soumise préalablement à la mise en place d'une garantie à première demande.**

Une avance de 5 % sera versée à l'entrepreneur dans les conditions visées à l'article 87 du code des marchés publics si le montant du marché ou du lot est supérieur à 50 000 euros hors taxes et si le délai d'exécution de ce marché ou de ce lot est supérieur à deux mois.

La base de calcul de l'avance forfaitaire est de 5 % du montant TTC du montant initial du marché ou du lot, en déduisant l'avance forfaitaire sollicitée par le ou les sous-traitants, déterminée au prorata de leurs prestations

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, il commencera lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, du bon de commande ou de la tranche atteint ou dépasse 65 % du montant du marché, du bon de commande ou de la tranche.



Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 16
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

### **5.3 Avance facultative**

☞ Aucune avance facultative n'est versée à l'entrepreneur.

## **Article 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **6.1 Provenance des matériaux et produits**

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, si elles sont reconnues équivalentes.

Dans le cas de références à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre) le titulaire du marché pourra proposer au maître d'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'espace économique européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes signataires des accords dits « EA » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011. Le titulaire du marché devra alors fournir au Maître d'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence. Les deux clauses précédentes n'amoindrissent pas le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits, y compris si le maître d'ouvrage accepte de faire jouer la clause d'équivalence.

En complément à l'article 23 du CCAG, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs et indirects de retard et d'arrêt de chantier.

### **6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

6.3.1 Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par les Services de

☞ L'entreprise titulaire du lot.



Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 17
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

6.3.2 Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par les Services du  
 ☞ Bureau d'études A3 PAYSAGE et B3i.

#### **6.4 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage**

Sans objet.

### **Article 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES**

#### **7.1 Piquetage général**

Un plan topographique et un plan d'aménagement seront remis à l'entreprise en début de chantier.

☞ Le piquetage des ouvrages est à la charge de l'entrepreneur. Les implantations des ouvrages seront réalisées avec une station totale et en XYZ. Un plan d'implantation sera réalisé par l'entreprise et soumis au Maître d'œuvre.

#### **7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

☞ Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter sera effectué par l'entrepreneur après consultation des services publics intéressés. (DICT)

L'entreprise devra vérifier les implantations des réseaux existants portés sur les plans qui restent indicatif.

Par dérogation au 27.3.1 CCTG travaux, les sondages en 3 dimensions nécessaires au repérage des ouvrages enterrés sont à la charge des entreprises, les résultats de ces sondages seront reportés par l'entreprise sur le plan de masse ou plan de piquetage. Les sondages sont réalisés en début de chantier et complétés tant que de besoin par les entreprises sans pouvoir demander d'avenant complémentaire au marché.

### **Article 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

#### **8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

☞ Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG la période de préparation est fixée à 10 jours et est comprise dans le délai d'exécution.

Il est procédé au cours de cette période, conformément à l'article 28.2 et 3 du CCAG, aux opérations énoncées ci-après :

– établissement par les entrepreneurs sous la coordination du maître d'œuvre, et présentation au visa de celui-ci, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG, du programme d'exécution

Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 18
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

des travaux qui précisera les matériels et méthodes utilisés, auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;

– établissement des plans d'exécution.

– établissement du planning d'exécution par le Maître d'œuvre en concertation avec les entreprises et suivant leurs délais mentionnés à l'acte d'engagement.

### **8.2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail**

Les entreprises devront transmettre au Maître d'œuvre les plans d'étude, les plans d'exécution, les notes de calcul et études de détail dans le délai de quinze (15) jours suivant la notification du marché. Le maître d'œuvre doit renvoyer ses observations éventuelles à l'entrepreneur au plus tard 10 jours après réception

### **8.3 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

### **8.4 Organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

☞ Les stipulations du C.C.A.G. et du Code du Travail sont applicables.

Il est précisé qu'une mission de coordination de sécurité et de protection de la santé sera engagée par le maître d'ouvrage. L'entrepreneur devra nommer par écrit un représentant de son entreprise et un suppléant destiné à être l'interlocuteur du coordonnateur de sécurité. Ils auront notamment pour tâche :

- De faciliter l'intervention du coordonnateur de sécurité
- D'accompagner sur le chantier le coordonnateur de sécurité
- D'assurer l'interface avec les sous traitants
- De viser le registre journal

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret 94-1159 concernant le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. En conséquence l'entreprise est tenue de transmettre son PPSPS et celui de ces sous traitants.

La présence de canalisations amiantées devra être prise en compte par l'entreprise, et un plan de retrait amiante sera réalisé par cette dernière.

La signalisation de chantier et son entretien seront réalisés par l'entreprise sous le contrôle du Maître d'œuvre

Les déviations d'itinéraires et leurs entretiens seront mis en place par l'entrepreneur sous le contrôle des services du maître d'ouvrage.

## **Article 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX**

### **9.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. sont assurés par l'entrepreneur.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer les essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés par application des prix du bordereau

Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 19
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

- S'ils sont effectués par un tiers ils sont rémunérés en cas de non conformité aux normes ou d'insuffisance par l'entreprise et en cas de conformité aux normes directement par le Maître de l'Ouvrage

## **9.2 Périodicité des réunions de chantier**

Les réunions de chantier seront programmées à raison d'une réunion par semaine, ou plus si nécessaire.

## **9.3 Réception**

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 et 42.1 du C.C.A.G., la réception a lieu à l'achèvement de l'ouvrage. L'entrepreneur chargé des avis visés au premier alinéa de l'article 41.1 du C.C.A.G. est l'entrepreneur titulaire du lot n° 1. Postérieurement à ces avis les opérations préalables à la réception sont simultanées pour l'ensemble des entreprises

## **9.4 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9.5 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

## **9.6 Documents fournis après exécution**

☞ **Plan de recollement - 2 exemplaires papiers + 1 exemplaire en CD sous format numérique dwg**

**Les DOE en 2 exemplaires papiers + 1 exemplaire sous format numérique**

## **9.7 Délai de garantie de parfait achèvement**

☞ Le délai de garantie est fixé à **1 an** à compter de la réception des travaux. L'entrepreneur conservera l'entretien des ouvrages pendant la durée de cette garantie.

Par application de l'article 44-2 du C.C.A.G, le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures de type nouveau, mis en œuvre sur sa proposition, pendant un délai de trois (3) ans à compter de la réception des travaux correspondants.

Si à l'expiration du délai de garantie, l'ensemble des travaux de parachèvement n'est pas exécuté, le Maître d'ouvrage prolongera le délai de garantie jusqu'à l'exécution complète des travaux ou prestations (article 44.2 du CCAG) et s'opposera à la libération des suretés.

## **9.8 Garanties particulières Obligations complémentaires de l'entrepreneur au titre de sa garantie contractuelle :**

Dans un délai maximal de 10 jours à compter de la date de réception des travaux, le maître d'œuvre prend l'initiative de la mise en place du « cahier de parfait achèvement ». Chaque fois que nécessaire, le maître d'œuvre invite l'entrepreneur à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application des dispositions de l'article 44 du CCAG.

Si 15 jours avant l'issue du délai de garantie, l'entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations qu'il doit en application des dispositions de l'article 44 du

Affaire	KERLOUAN	REQUALIFICATION DU CAMPING DU BENDIN	PAGE 20
Phase	DCE		CCAP
Date	JUIN 2014		A3 Paysage - B3i

CCAG applicable aux marchés publics de travaux, le maître d'œuvre le convoque en vue d'un constat de non achèvement des ouvrages.

Le constat de non-achèvement des ouvrages fait l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par l'entrepreneur ; si ce dernier refuse de signer, il en est fait mention.

### **9-9 Mesures coercitives**

En cas de défaillance l'entreprise retenue pourra être remplacée pour une exécution des prestations par une entreprise tierce, aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant. Cette exécution peut n'être que partielle et n'implique pas nécessairement la résiliation du marché correspondant.

## **Article 10 / Article 11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Complément à l'article 18.3 du CCAG par l'article 1.4.6 du C.C.A.P  
 Complément à l'article 9 du C.C.A.G par l'article 1.4.3 du C.C.A.P  
 Dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G par l'article 2 du C.C.A.P  
 Dérogation à l'article 28 du C.C.A.G par l'article 4.1 du C.C.A.P  
 Complément à l'article 20 du C.C.A.G par l'article 4.3 du C.C.A.P  
 Dérogation à l'article 40 - C.C.A.G. par l'article 4.5 du C.C.A.P.  
 Dérogation à l'article 28 .1 du C.C.A.G. par l'article 8.1 du C.C.A.P.  
 Dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG et à l'article 42.1 du CCAG l'article 9-3 du CCAP  
 Dérogation à l'article 4.3 du CCAG par l'article 9.7 du CCAP  
 Dérogation à l'article 27.3 .1 du CCAG par l'article 7.2 du CCAP

Fait à Brest, en juin 2014

Bon pour accord le

L'entreprise